

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

19e réunion du PFBC : renforcer la protection du Bassin du Congo

LIBREVILLE abrite jusqu'à vendredi prochain la 19e réunion de parties des Partenariats pour les forêts du Bassin du Congo. Objectif : trouver des solutions pour mieux protéger les forêts d'Afrique centrale.

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

SAUVER les 70 milliards de tonnes de carbone stockés dans le bois et les sols du Bassin du Congo. La protection de la biodiversité, la gestion durable des forêts, la lutte contre les changements climatiques et le développement durable du Bassin du Congo sont ainsi, depuis hier matin dans un hôtel de Libreville, au centre d'importants échanges. Il s'agit de la 19e réunion des parties (RDP) des Partenariats pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC).

C'est le Gabonais Stéphane Bonda, ministre délégué aux Eaux et forêts qui a présidé la cérémonie d'ouverture des travaux - qui s'achèvent le 8 juillet prochain -, assisté du facilitateur allemand, l'honorable



Photo:DR
Le début des échanges lors de la 19e réunion du PFBC.

Dr Christian Ruck, ainsi que du Dr Honoré Tabouna, commissaire à l'environnement de la Commission économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) et Jules Doret Ndongo, ministre des Forêts et de la Faune du Cameroun.

Ainsi, de mardi à vendredi, les ministres en charge des Forêts et de l'Environnement des pays d'Afrique centrale,

les représentants des pays donateurs, les chefs d'entreprise, les acteurs de la société civile et les partenaires membres d'organisations et institutions devront, ensemble, trouver des voies et moyens pour accélérer la mise en œuvre de la Déclaration de la Comifac (Commission des forêts d'Afrique centrale) et de la Déclaration de Glasgow sur le "Fair Deal", et de l'ensemble

des résultats des conférences internationales.

Cette réunion annuelle, qui marque les 20 ans du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo, est organisée avec l'appui financier du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mise en œuvre par la Coopération allemande (GIZ).

Le PFBC rassemble près de 122 partenaires groupés en 7 collèges engagés pour les écosystèmes forestiers du Bassin du Congo. Plus de 500 participants devraient prendre part à ce rendez-vous qui a pour objectif de trouver des solutions communes, novatrices, inspirantes, intersectorielles et durables pour des changements transformationnels en Afrique centrale.

Le Bassin du Congo est en effet une énorme banque de plusieurs milliards de tonnes de carbone. Et si l'on libère ce carbone dans l'atmosphère à travers la déforestation, il n'y a aucun espoir d'un monde de 1,5 °C ni de 2 °C. La terre irait vers une température de 3° ou 4 °C, avec des conséquences extrêmement graves pour l'humanité et pour la planète.

Ledit bassin s'étend sur six pays : Cameroun, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Guinée-Équatoriale et Gabon. De récentes études scientifiques montrent clairement la corrélation entre la forêt du bassin du Congo et la pluviométrie dans les pays du Sahel, ainsi que dans les montagnes éthiopiennes.

Les forêts d'Afrique centrale alimentent le Nil Bleu et envoient de l'eau jusqu'en Égypte. Selon les experts, perdre les écosystèmes fournis par ces forêts tropicales aurait des conséquences inimaginables. Parmi lesquelles, le déplacement des centaines de millions de réfugiés climatiques, avec un effet dévastateur sur la paix et la sécurité en Afrique.

Aujourd'hui, les échanges porteront sur des thèmes d'actualité, par exemple l'amélioration et la coordination des contributions techniques et financières pour le Bassin du Congo.

Contrepoint

Les communautés villageoises veulent plus d'assurances...

GMNN
Libreville/Gabon

"LES populations des 111 villages intégrés au sein des 71 forêts communautaires attribuées éprouvent moult peines à s'autodévelopper, malgré les revenus importants générés par l'exploitation de leurs forêts", a révélé le ministre délégué des Eaux et Forêts, Stéphane Bonda, à l'ouverture de la 19e

réunion des parties (RDP) des Partenariats pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC).

Malgré les cahiers de charges mis à leur disposition, certaines entreprises forestières ne satisfont pas totalement aux demandes des populations. Toutefois, celles qui les respectent exécutent des investissements non négligeables : ouverture ou réhabilitation de routes, construction ou réhabilitation

d'édifices (écoles, dispensaires, lieux de culte...), fourniture de services et d'équipements divers. Les populations des forêts communautaires souhaitent figurer aussi en bonne place dans cette lutte pour la préservation de la biodiversité et la gestion durable des forêts. Laquelle profite à l'humanité toute entière mais ne l'est pas aux autochtones. En Afrique centrale en général et au Gabon en particulier, le conflit

homme-faune est une réalité. Les plantations sont souvent dévastées par les éléphants. Pour leur part, les trafiquants d'ivoire abattent plusieurs pachydermes chaque année pour leurs pointes d'ivoire. Ou encore des populations en colère après le passage de ces animaux réclament une battue en vain. Ce conflit est parmi les problèmes les plus urgents qui angoissent les populations des communautés villageoises.